



TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE - PREMIÈRE SESSION

Commission des finances publiques

PROCÈS-VERBAL

Séance du 28 septembre 2004



Étude détaillée du projet de loi n^o 45,
Loi donnant suite au discours sur le budget du 12 juin 2003
et à certains autres énoncés budgétaires
(Texte du projet de loi adopté avec des amendements)

A

24

PROCÈS-VERBAL

Commission des finances publiques

Première séance, le mardi 28 septembre 2004

Mandat : Étude détaillée du projet de loi n° 45, *Loi donnant suite au discours sur le budget du 12 juin 2003 et à certains autres énoncés budgétaires*. (Ordre de l'Assemblée, le 19 mai 2004)

Membres présents :

M. Paquet (Laval-des-Rapides), président de la Commission
M. Bertrand (Charlevoix), vice-président de la Commission

Mme Beaudoin (Mirabel), porte-parole en matière de Régime de rentes et de retraite
M. Bergman (D'Arcy-McGee), ministre du Revenu
M. Bernier (Montmorency)
Mme Charest (Matane)
M. Cholette (Hull)
M. Gautrin (Verdun)
M. Lelièvre (Gaspé), porte-parole de l'opposition officielle en matière de Revenu
M. Paquin (Saint-Jean)
M. Rioux (Iberville)

La Commission se réunit à 9 h 38 sous la présidence de M. Paquet (Laval-des-Rapides), président de la Commission.

ORGANISATION DES TRAVAUX

M. le président donne lecture du mandat de la Commission.

Mme la secrétaire informe la Commission qu'il n'y a aucun remplacement.

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

M. Bergman (D'Arcy-McGee), M. Lelièvre (Gaspé), M. Bernier (Montmorency) et Mme Charest (Matane) formulent des remarques préliminaires.

Il est convenu de procéder à une discussion par sujet et de mettre aux voix les articles à la fin de l'étude de ce projet de loi.

ÉTUDE PAR SUJET

A. Principales mesures concernant l'impôt sur le revenu et certaines lois diverses

1^{er} sujet : Abolition de l'aide fiscale relative à l'exploitation d'une entreprise dans certains sites désignés (articles 40, 41, 135, 139, 204, 253, 323 à 338, 340, 342, 343, 345, 356 à 365, 373 à 382, 390 à 403, 411 à 418, 450 à 460, 471, 473, 475 à 478, 481, 482, 489 et 552) : Un débat s'engage.

Avec la permission du président, M. Bergman (D'Arcy-McGee) dépose le document coté CFP-67 (annexe II).

Le débat se poursuit.

2^e sujet : Réduction de l'aide fiscale relative à certains congés fiscaux et crédits d'impôt remboursables (articles 5, 6, 7, 9, 10, 12 à 20, 25, 42, 131, 145, 151, 186, 200 à 203, 282, 283, 291 à 297, 347 à 355, 419, 446, 447, 468 à 470, 490 à 492, 496, 515 à 517 et 547 à 550) : Un débat s'engage.

3^e sujet : Mesures relatives à certains crédits d'impôt remboursables basés sur l'accroissement de la masse salariale (articles 366 à 372, 383 à 389, 404 à 410, 472, 474, 479 et 480) : Un débat s'engage.

Il est convenu de suspendre l'étude du 3^e sujet.

4^e sujet : Mesures relatives à la recherche scientifique et au développement expérimental (R & D) (articles 256 à 281) : Un débat s'engage.

M. Bertrand (Charlevoix) remplace M. le président.

Le débat se poursuit.

M. Paquet (Laval-des-Rapides) reprend ses fonctions à la présidence.

Le débat se poursuit.

Avec la permission du président, M. Bergman (D'Arcy-McGee) dépose le document coté CFP-68 (annexe II).

5^e sujet : Mesures relatives aux ressources minières, pétrolières, gazières ou autres (articles 30, 31, 40, 41, 49, 76, 107 à 116, 119, 126, 245, 246, 251, 422 à 435, 483 et 484) : Un débat s'engage.

6^e sujet : Mesures relatives à la culture (articles 251, 298 à 322, 448 et 449) : Un débat s'engage.

7^e sujet : Congés fiscaux des spécialistes étrangers (articles 8, 11, 19, 21 à 25, 27 à 29, 39, 75, 105, 130, 132 à 138, 140 à 142, 146 à 150, 152 à 183, 191, 195, 205, 248, 446, 447, 486, 517 et 551) : Un débat s'engage.

Il est convenu de poursuivre les travaux de la Commission au-delà de 12 h 30.

À 12 h 37, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 14 heures.

À 14 h 15, la Commission reprend ses travaux.

B. Autres mesures concernant l'impôt sur le revenu et certaines lois diverses

1^{er} sujet : Report de l'imposition des ristournes reçues par les membres d'une coopérative (articles 42, 98, 128, 206 à 208 et 485) : M. Bergman (D'Arcy-McGee) donne quelques explications concernant cette mesure.

2^e sujet : Dons faits par un membre d'un ordre religieux ayant fait vœu de pauvreté perpétuelle (articles 190 et 192) : Un débat s'engage.

3^e sujet : Valeur des avantages reliés à l'emploi (articles 44, 103 et 104) : Un débat s'engage.

4^e sujet : Crédits d'impôt remboursables pour frais d'adoption et pour le maintien à domicile d'une personne âgée (articles 436 à 438) : Un débat s'engage.

5^e sujet : Fonds des services de santé (articles 518 et 519) : M. Bergman (D'Arcy-McGee) donne quelques explications concernant cette mesure.

6^e sujet : Indexation du régime d'imposition des particuliers pour l'année 2004 (articles 187, 188, 189, 213, 214, 217 à 219, 249, 250, 254, 255, 519, 521 et 522) : Il est convenu de suspendre l'étude de ce sujet.

7^e sujet : Exemption de gains en capital relative au secteur des pêcheries (articles 54 à 56, 83, 120 et 122 à 126) : Un débat s'engage.

8^e sujet : Taxe sur le capital (articles 144, 487, 488, 493 à 495, 497 et 498) : Un débat s'engage.

9^e sujet : Caisses d'épargne et de crédit (articles 196 à 199, 203, 205 et 512) : M. Bergman (D'Arcy-McGee) donne quelques explications concernant cette mesure.

10^e sujet : Impôt sur les opérations forestières (articles 499 à 501) : Un débat s'engage.

11^e sujet : Compte de stabilisation du revenu agricole (articles 37, 38, 50 à 52, 60, 63, 64, 66, 70, 77 à 82, 84 à 93, 97, 121, 221 et 247) : M. Bergman (D'Arcy-McGee) donne quelques explications concernant cette mesure.

12^e sujet : Frais de représentation (articles 65, 527 et 535) : M. Bergman (D'Arcy-McGee) donne quelques explications concernant cette mesure.

13^e sujet : Régime d'épargne-actions (RÉA) et régime d'investissement coopératif (RIC) (articles 224 à 236, 239 et 240) : Un débat s'engage.

14^e sujet : Fonds de travailleurs et Capital régional et coopératif Desjardins (articles 1 à 4, 33, 34, 37, 62, 184, 210 à 212, 252, 462 à 465 et 467) : M. Bergman (D'Arcy-McGee) donne quelques explications concernant cette mesure.

15^e sujet : Exonération des droits sur les mutations immobilières applicable lors d'un transfert entre des personnes morales étroitement liées (article 32) : Un débat s'engage.

16^e sujet : Organismes d'éducation politique reconnus (articles 37, 99, 100, 192, 193, 241 et 461) : Un débat s'engage.

À 15 h 12, après une suspension de trois minutes, la Commission reprend ses travaux.

Le débat se poursuit.

À 15 h 23, après une suspension de quatre minutes, la Commission reprend ses travaux.

Le débat se poursuit.

17^e sujet : Régime enregistré d'intéressement dans un contexte de qualité (articles 37, 98, 106, 129, 142 et 206 à 208) : Un débat s'engage.

M. Paquin (Saint-Jean) remplace le président.

Le débat se poursuit.

À 16 h 08, après une suspension de dix minutes, la Commission reprend ses travaux.

Le débat se poursuit.

18^e sujet : Les fiducies et leurs bénéficiaires (articles 69, 94 à 96, 209, 216, 220 et 440) : Un débat s'engage.

19^e sujet : Modifications techniques, terminologiques et de concordance (articles 22, 26, 43, 45 à 48, 53, 57 à 59, 61, 67, 68, 71 à 74, 101, 102, 117, 118, 127, 143, 185, 194, 208, 215, 222, 223, 237, 238, 242 à 244, 284 à 291, 339, 341, 344, 346, 420, 421, 439, 443 à 445, 466, 502, 510, 511, 513, 520, 523, 524 et 553) : M. Bergman (D'Arcy-McGee) donne quelques explications concernant cette mesure.

C. Autres mesures concernant la Loi sur la taxe de vente du Québec et certaines lois diverses

1^{er} sujet : Inscription facultative des transporteurs canadiens non résidents du Québec (articles 531 et 532) : M. Bergman (D'Arcy-McGee) donne quelques explications concernant cette mesure.

M. Paquet (Laval-des-Rapides) reprend ses fonctions à la présidence.

2^e sujet : Exploitation d'un établissement d'hébergement (articles 539 et 541) : Un débat s'engage.

3^e sujet : Abolition du droit spécifique sur le perchloroéthylène (article 545) : M. Bergman (D'Arcy-McGee) donne quelques explications concernant cette mesure.

4^e sujet : Hausse de l'impôt sur le tabac (article 35) : Un débat s'engage.

5^e sujet : Exigibilité des droits, intérêts et pénalités mentionnés sur un avis de cotisation (articles 441, 442 et 503 à 509) : Un débat s'engage.

6^e sujet : Modification techniques et de concordance (articles 36, 514, 525, 526, 528 à 530, 533, 534, 536 à 544 et 546) : Aucun débat ne s'engage sur ce sujet.

A. Principales mesures concernant l'impôt sur le revenu et certaines lois diverses (suite)

3^e sujet (suite) : Il est convenu de reprendre l'étude du 3^e sujet : Aucun débat ne s'engage sur ce sujet.

B. Autres mesures concernant l'impôt sur le revenu et certaines lois diverses (suite)

6^e sujet (suite) : Il est convenu de reprendre l'étude du 6^e sujet : Un débat s'engage.

ÉTUDE DÉTAILLÉE

Article 1 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 1 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 1, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 2 : L'article 2 est adopté à la majorité des voix.

Article 3 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 2 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 3, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 4 à 6 : Les articles 4 à 6 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 7 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 3 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 7, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 8 à 10 : Les articles 8 à 10 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 11 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 4 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 11, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 12 à 14 : Les articles 12 à 14 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 15 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 5 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 15, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 16 à 20 : Les articles 16 à 20 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 21 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 6 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 21, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 22 à 27 : Les articles 22 à 27 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 28 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 7 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 28, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 29 à 31 : Les articles 29 à 31 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 32 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 8 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 32, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 33 à 39 : Les articles 33 à 39 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 40 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 9 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 40, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 41 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 10 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 41, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 42 à 50 : Les articles 42 à 50 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 51 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 11 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 51, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 52 à 56 : Les articles 52 à 56 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 57 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 12 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 57, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 58 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 13 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 58, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 59 à 81 : Les articles 59 à 81 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 82 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 14 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 82, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 83 à 106 : Les articles 83 à 106 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 107 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 15 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 107, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 108 à 110 : Les articles 108 à 110 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 111 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 16 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 111, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 112 à 121 : Les articles 112 à 121 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 122 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 17 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 122, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 123 à 125 : Les articles 123 à 125 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 126 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 18 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 126, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 127 à 130 : Les articles 127 à 130 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 130.1 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 19 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

Le nouvel article 130.1 est adopté à la majorité des voix.

Article 131 : L'article 131 est adopté à la majorité des voix.

Article 131.1 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 20 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

Le nouvel article 131.1 est adopté à la majorité des voix.

Articles 132 et 133 : Les articles 132 et 133 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 134 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 21 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 134, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 135 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 22 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 135, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 136 à 139 : Les articles 136 à 139 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 140 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 23 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 140, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 141 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 24 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 141, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 142 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 25 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 142, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 143 à 149 : Les articles 143 à 149 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 150 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 26 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 150, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 151 : L'article 151 est adopté à la majorité des voix.

Article 152 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 27 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 152, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 153 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 28 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 153, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 154 : L'article 154 est adopté à la majorité des voix.

Article 155 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 29 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 155, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 156 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 30 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 156, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 157 et 158 : Les articles 157 et 158 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 159 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 31 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 159, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 160 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 32 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 160, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 161 à 164 : Les articles 161 à 164 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 165 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 33 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 165, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 166 à 170 : Les articles 166 à 170 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 171 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 34 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 171, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 172 à 176 : Les articles 172 à 176 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 177 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 35 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 177, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 178 : L'article 178 est adopté à la majorité des voix.

Article 179 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 36 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 179, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 180 à 182 : Les articles 180 à 182 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 183 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 37 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 183, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 184 à 190 : Les articles 184 à 190 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 191 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 38 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 191, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 192 à 194 : Les articles 192 à 194 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 195 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 39 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 195, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 196 à 204 : Les articles 196 à 204 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 205 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 40 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 205, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 206 à 240 : Les articles 206 à 240 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 241 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 41 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 241, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 242 à 250 : Les articles 242 à 250 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 251 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 42 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 251, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 252 à 275 : Les articles 252 à 275 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 276 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 43 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 276, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 277 : L'article 277 est adopté à la majorité des voix.

Article 278 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 44 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 278, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 279 à 290 : Les articles 279 à 290 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 291 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 45 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 291, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 292 à 295 : Les articles 292 à 295 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 296 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 46 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 296, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 297 : L'article 297 est adopté à la majorité des voix.

Article 298 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 47 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 298, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 299 à 302 : Les articles 299 à 302 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 303 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 48 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 303, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 304 et 305 : Les articles 304 et 305 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 306 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 49 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 306, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 307 et 308 : Les articles 307 et 308 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 309 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 50 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 309, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 310 et 311 : Les articles 310 et 311 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 312 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 51 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 312, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 313 et 314 : Les articles 313 et 314 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 315 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 52 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 315, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 316 à 352 : Les articles 316 à 352 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 353 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 53 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 353, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 354 à 364 : Les articles 354 à 364 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 365 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 54 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 365, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 366 à 381 : Les articles 366 à 381 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 382 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 55 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 382, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 383 à 399 : Les articles 383 à 399 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 400 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 56 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 400, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 401 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 57 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 401, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 402 à 409 : Les articles 402 à 409 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 410 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 58 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 410, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 411 à 417 : Les articles 411 à 417 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 418 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 59 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 418, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 419 à 445 : Les articles 419 à 445 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 446 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 60 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 446, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 447 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 61 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 447, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 448 à 469 : Les articles 448 à 469 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 470 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 62 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 470, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 471 à 485 : Les articles 471 à 485 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 486 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 63 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 486, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 487 à 494 : Les articles 487 à 494 sont adoptés à la majorité des voix.

Article 495 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 64 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 495, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Article 496 : L'article 496 est adopté à la majorité des voix.

Article 497 : M. Bergman (D'Arcy-McGee) propose l'amendement coté Am 65 (annexe I).

L'amendement est adopté à la majorité des voix.

L'article 497, amendé, est adopté à la majorité des voix.

Articles 498 à 553 : Les articles 498 à 553 sont adoptés à la majorité des voix.

Sur proposition de M. Bergman (D'Arcy-McGee), la Commission recommande la renumérotation du projet de loi.

Sur proposition de M. Bergman (D'Arcy-McGee), la Commission recommande de procéder à l'ajustement des références contenues dans les articles du projet de loi n° 45, *Loi donnant suite au discours sur le budget du 12 juin 2003 et à certains autres énoncés budgétaires*, afin de tenir compte de l'entrée en vigueur, le 1^{er} septembre 2004, de la mise à jour arrêtée au 1^{er} mars 2004 de l'édition sur feuilles mobiles des *Lois refondues du Québec* (décret n° 768-2004 du 10 août 2004).

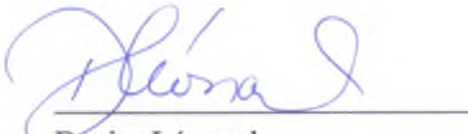
Titre du projet de loi : Le titre du projet de loi est adopté à la majorité des voix.

Texte du projet de loi n° 45 : Le texte du projet de loi n° 45, *Loi donnant suite au discours sur le budget du 12 juin 2003 et à certains autres énoncés budgétaires*, est adopté à la majorité des voix.

À 17 h 30, la Commission, ayant accompli son mandat, ajourne ses travaux sine die.

La secrétaire de la Commission,

Le président de la Commission,


Denise Léonard
Alain Paquet

DL/mct

Québec, le 5 octobre 2004

ANNEXE I

Amendements adoptés

R1B
V-4

23/8/2004 1:52 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 1, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 5

AM1
art1

L'article 1 du projet de loi n° 45, intitulé « Loi donnant suite au discours sur le budget du 12 juin 2003 et à certains autres énoncés budgétaires », est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du paragraphe 3° de l'article 8.1 de la Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« (3) for any period beginning after 28 February 2003, the period that begins on 1 March of a calendar year and ends on the last day of February of the following calendar year, not extending beyond 28 February 2011, except that, in respect of the capitalization period that ends on 28 February 2005, that period begins on 31 March 2004." ».

Adopté
M

AM 2
avr 3

R1B
V-4

21/7/2004 8:37 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003
a. 3, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 7

L'article 3 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

« (3) Paragraph 4 of subsection 1, where it enacts subparagraph 3 of the fifth paragraph of section 19 of the said Act, applies to fiscal years that end after 11 March 2003. ».

Adopté
M

R1B
V-4

23/8/2004 1:57 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003
a. 7, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 9

AM3
art 7

L'article 7 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 25° de l'article 7 de la Loi sur les centres financiers internationaux, que le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« (b) consecutively or incidentally, in the case of a letter of credit, to a qualified international financial transaction described in paragraph 7 and, in the case of a bill, to the participation of a corporation or partnership operating an international financial centre in a qualified international financial transaction described in paragraph 23." ».

Adopté
n

AM 4
avr 11

R1B
V-4

21/7/2004 9:07 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003
a. 11, P.L. n° 45, brochure française, page 14

L'article 11 de ce projet de loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 2 par ce qui suit :

« 11. 1. L'article 54 de cette loi est modifié par le remplacement de « dont il est membre à la fin de cet exercice financier se termine au cours de la partie, comprise dans l'année, de la période de référence établie à son égard en vertu de l'article 69 » par « dont il est membre à la fin de cet exercice financier se termine au cours de la partie, comprise dans l'année, de sa période de référence, établie en vertu de l'article 69, relativement à un emploi ». ».

Adopté
m

AM5
avis

R7
V7-4

23/8/2004 1:56 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003
a. 15, P.L. n° 45, brochure française, page 17

L'article 15 de ce projet de loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 2 par ce qui suit :

« 15. 1. L'article 57 de cette loi, modifié par l'article 1 du chapitre 8 des lois de 2004, est de nouveau modifié par le remplacement des mots « tout montant » par « 75 % de tout montant ». ».

Adopté
M

R1B-9

V1B-9-4

24/8/2004 3:33 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 21, P.L. n° 45, brochure française, page 21 et brochure anglaise, pages 18 à 22

AM6
1/3 art 21

L'article 21 de ce projet de loi est modifié :

1° par le remplacement du texte anglais du paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 65 de la Loi sur les centres financiers internationaux, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« (2) B is the part of the individual's income for the year, determined in accordance with section 28 of the Taxation Act (chapter I-3), that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69, in relation to that employment that is included in the year. » ;

2° par la suppression, dans la partie de l'article 65.1 de la Loi sur les centres financiers internationaux qui précède le paragraphe 1°, que le paragraphe 1 propose, et après les mots « auprès d'une société », des mots « ou d'une société de personnes » ;

3° par le remplacement des paragraphes 1° et 2° de l'article 65.1 de la Loi sur les centres financiers internationaux, que le paragraphe 1 propose, par les suivants :

« 1° pour l'application du premier alinéa de l'article 65, le particulier est réputé, pour une partie de l'année d'imposition donnée qui comprend le moment ultérieur, un particulier décrit à l'article 66 qui occupe cet emploi auprès de la société ;

« 2° aux fins d'appliquer les premier et deuxième alinéas de l'article 65, l'article 71 et les paragraphes a et b de l'article 737.18 de la Loi sur les impôts à l'égard du montant de l'avantage que le particulier a inclus dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition donnée, le moment ultérieur est réputé constituer une période de référence du particulier, établie en vertu de l'article 69, relativement à cet emploi ; » ;

4° par le remplacement, à la fin du paragraphe 3° de l'article 65.1 de la Loi sur les centres financiers internationaux, que le paragraphe 1 propose, du point-virgule par un point ;

R1B-9
V1B-9-4

24/8/2004 3:33 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

AM6
2/3 aut 21

a. 21, P.L. n° 45, brochure française, page 21 et brochure anglaise, pages 18 à 22

5° par la suppression du paragraphe 4° de l'article 65.1 de la Loi sur les centres financiers internationaux, que le paragraphe 1 propose ;

6° par le remplacement du texte anglais du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 66 de la Loi sur les centres financiers internationaux, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« (b) for any part of the period referred to in subparagraph *a*, the individual held a valid certificate issued in respect of the individual pursuant to section 19 in relation to the establishment of the international financial centre and the certificate recognizes the individual as a foreign specialist for that part of the period, and » ;

7° par le remplacement du texte anglais de la partie du premier alinéa de l'article 67 de la Loi sur les centres financiers internationaux qui précède le paragraphe 1°, que le paragraphe 1 propose, par ce qui suit :

« "67. For the application of section 66 to an individual who is resident in Canada immediately before entering into a contract of employment with a corporation or partnership operating an international financial centre and immediately before taking up employment, as an employee, with the corporation or partnership, and who, if the individual worked to establish the international financial centre in Canada immediately before taking up employment, as an employee, with the corporation or partnership, is resident in Canada immediately before so beginning to work, the rule set out in the second paragraph applies if any of the following conditions is satisfied: » ;

8° par le remplacement du texte anglais du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 67 de la Loi sur les centres financiers internationaux, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« (a) the individual was working to establish the centre immediately before taking up employment, as an employee, with the corporation or partnership, » ;

R1B-9
V1B-9-4

24/8/2004 3:33 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

3/3 AM6
avr 21

a. 21, P.L. n° 45, brochure française, page 21 et brochure anglaise, pages 18 à 22

9° par le remplacement du texte anglais du sous-paragraphe c du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 67 de la Loi sur les centres financiers internationaux, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« (c) the individual satisfies the conditions set out in subparagraphs 3 and 4 of the first paragraph of section 66 on the very day on which the individual takes up employment; and » ;

10° par le remplacement du texte anglais du paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 67 de la Loi sur les centres financiers internationaux, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« (2) in any other case, the individual is deemed not to be resident in Canada immediately before taking up employment, as an employee, with the corporation or partnership. » ;

11° par le remplacement du texte anglais du premier alinéa de l'article 65 de la Loi sur les centres financiers internationaux, que le sous-paragraphe a du sous-paragraphe 1° du paragraphe 2 propose, par le suivant :

« "65. An individual described in section 66 who holds employment with a particular corporation or partnership that is referred to in that section may deduct, in computing the individual's taxable income for a taxation year, an amount not greater than the part of the individual's income for the year, determined under section 28 of the Taxation Act (chapter I-3), that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69, in relation to that employment that is included in the year.", and ».

Adopté
u

R1B
V-4

23/8/2004 2:06 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 28, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 29 et 30

AM7
aur 28

L'article 28 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 106 de la Loi sur les centres financiers internationaux, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 propose, par ce qui suit :

« "106. For the purpose of determining after 31 December 1999 whether an individual satisfies the condition set out in subparagraph *b* of subparagraph 2 of the first paragraph of section 66, or the requirement set out in subparagraph 4 of that paragraph, in respect of the part of a particular period preceding 1 January 2000, the obligation to hold, for that part of the particular period, a valid certificate, issued in respect of the individual pursuant to section 19 in relation to the establishment of an international financial centre or in relation to the individual's employment, that recognizes the individual as a foreign specialist for that part of the period, must be replaced by the following obligation:"; ».

Adopté
a

R6B
V1C-4

14/9/2004 2:39 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 32, P.L. n° 45, brochure française, pages 34 et 35

AM8
art. 32

L'article 32 de ce projet de loi est modifié par le remplacement du paragraphe c du deuxième alinéa de l'article 19 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 propose, par le suivant:

« c) au moins 90 % de la juste valeur marchande de toutes les actions émises et en circulation du capital-actions de la personne morale et de la personne morale donnée sont la propriété soit d'une même personne morale, soit d'un même groupe de personnes morales. » ; ».

Adopté
12

L'article 40 de ce projet de loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa de l'article 21.1 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« **21.1.** Les articles 21.2 à 21.3.1 s'appliquent à l'égard du contrôle d'une société pour l'application des articles 6.2, 21.2 à 21.3.1, 83.0.3, 93.3.1, 93.4, 106.4, 158.1 à 158.14, 175.9, 222 à 230.0.0.2, 237 à 238.1, 308.0.1 à 308.6, 384, 384.4, 384.5, 418.26 à 418.30 et 485 à 485.18, du paragraphe *d* de l'article 485.42, des articles 564.2 à 564.4.2, 727 à 737 et 737.18.9.2, du paragraphe *d* du premier alinéa de l'article 771.13, du paragraphe *f* de l'article 772.13, de l'article 776.1.5.6, du paragraphe *c* de la définition de l'expression « société admissible » prévue au premier alinéa des articles 1029.8.36.0.3.46 et 1029.8.36.0.3.60, du sous-paragraphe *iv* du paragraphe *b* de la définition de l'expression « société déterminée » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.17, du paragraphe *d* de la définition de l'expression « société exclue » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.38, du paragraphe *c* de la définition de l'expression « société admissible » prévue au premier alinéa des articles 1029.8.36.72.1, 1029.8.36.72.29, 1029.8.36.72.56 et 1029.8.36.72.83 et des articles 1029.8.36.171.3, 1029.8.36.171.4 et 1137.8. » ; » ;

2° par le remplacement du troisième alinéa de l'article 21.1 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« « L'article 21.4.1 s'applique à l'égard du contrôle d'une société pour l'application des articles 6.2, 21.0.1 à 21.0.4, 83.0.3, 93.4, 222 à 230.0.0.2, 308.1, 384, 384.4, 384.5, 418.26 à 418.30 et 485 à 485.18, du paragraphe *d* de l'article 485.42, du paragraphe *d* du troisième alinéa de l'article 559, des articles 560.1.2, 727 à 737 et 737.18.9.2, du paragraphe *d* du premier alinéa de l'article 771.13, du paragraphe *f* de l'article 772.13, de l'article 776.1.5.6, du paragraphe *c* de la définition de l'expression « société admissible » prévue au premier alinéa des articles 1029.8.36.0.3.46 et 1029.8.36.0.3.60, du sous-paragraphe *iv* du paragraphe *b* de la définition de l'expression « société déterminée » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.17, du paragraphe *d* de la définition de l'expression « société exclue » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.38, du paragraphe *c* de la définition de l'expression « société admissible » prévue au premier

AM 9/4/04

R9
V9-4

Le 15 juillet 2004 15 h 32T ^{2/2}
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 40, P.L. n° 45, brochure française, pages 42 et 43

alinéa des articles 1029.8.36.72.1, 1029.8.36.72.29, 1029.8.36.72.56 et 1029.8.36.72.83
et des articles 1029.8.36.171.3, 1029.8.36.171.4 et 1137.8. ». ».

Adopté
M

R9
V9-4

AM 10
av. 41
Le 19 juillet 2004 9 h 39T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 41, P.L. n° 45, brochure française, pages 43 et 44

L'article 41 de ce projet de loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* de l'article 21.4.1 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« « *b*) soit d'éviter l'application du chapitre IV.1, de l'un des articles 83.0.3, 93.4, 225, 308.1, 384.4, 384.5, 560.1.2 et 736, de l'un des paragraphes *a* et *b* de l'article 736.0.2, de l'un des articles 736.0.3.1 et 737.18.9.2, du paragraphe *d* du premier alinéa de l'article 771.13, du paragraphe *c* de la définition de l'expression « société admissible » prévue au premier alinéa de l'un des articles 1029.8.36.0.3.46 et 1029.8.36.0.3.60, du sous-paragraphe iv du paragraphe *b* de la définition de l'expression « société déterminée » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.17, du paragraphe *d* de la définition de l'expression « société exclue » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.38, du paragraphe *c* de la définition de l'expression « société admissible » prévue au premier alinéa de l'un des articles 1029.8.36.72.1, 1029.8.36.72.29, 1029.8.36.72.56 et 1029.8.36.72.83 ou de l'un des articles 1029.8.36.171.3, 1029.8.36.171.4 et 1137.8; ». ».

Adopté
m

R1B
V-4

21/7/2004 10:00 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 51, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 43

AMJ
sur 51

L'article 51 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du troisième alinéa de l'article 92.5.3.1 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant:

« The aggregate to which subparagraph *b* of the second paragraph refers is the aggregate of all amounts each of which is the amount by which an amount otherwise determined under this section in respect of a payment out of the taxpayer's farm income stabilization account, before the particular time, was reduced because of that subparagraph *b*. ».

Adopté

R3
V3-4

AM12
art 57
18/8/2004 1:28 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003
a. 57, P.L. n° 45, brochure française, page 49

L'article 57 de ce projet de loi est modifié par le remplacement des paragraphes *a* à *d* du deuxième alinéa de l'article 156.5 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par les suivants :

« *a*) le bien est un bien que cette personne ou cette société de personnes a acquis avant le 26 mars 1997 ou après le 25 mars 1997 conformément à une obligation écrite contractée avant le 26 mars 1997 ou dont la construction, par la personne ou la société de personnes, ou pour le compte de cette personne ou de cette société de personnes, était commencée le 25 mars 1997 ;

« *b*) cette personne ou cette société de personnes a eu le droit de déduire, pour une année d'imposition ou un exercice financier, selon le cas, antérieur à l'année d'imposition ou à l'exercice financier de l'aliénation du bien, un montant dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise en vertu de ce premier alinéa ou du premier alinéa de l'article 156.5.1, selon le cas, à l'égard du bien ;

« *c*) le présent alinéa ou le deuxième alinéa de l'article 156.5.1, selon le cas, s'est appliqué à cette personne ou à cette société de personnes à l'égard du bien. ». ».

Adopté
M

R3
V3-4

AM13
au 58
18/8/2004 1:38 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 58, P.L. n° 45, brochure française, pages 49 et 50

L'article 58 de ce projet de loi est modifié par le remplacement des paragraphes a à d du deuxième alinéa de l'article 156.5.1 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par les suivants :

« a) le bien est un bien que cette personne ou cette société de personnes a acquis avant le 26 mars 1997 ou après le 25 mars 1997 conformément à une obligation écrite contractée avant le 26 mars 1997 ou dont la construction, par la personne ou la société de personnes, ou pour le compte de cette personne ou de cette société de personnes, était commencée le 25 mars 1997 ;

« b) cette personne ou cette société de personnes a eu le droit de déduire, pour une année d'imposition ou un exercice financier, selon le cas, antérieur à l'année d'imposition ou à l'exercice financier de l'aliénation du bien, un montant dans le calcul de son revenu provenant d'une entreprise en vertu de ce premier alinéa ou du premier alinéa de l'article 156.5, selon le cas, à l'égard du bien ;

« c) le présent alinéa ou le deuxième alinéa de l'article 156.5, selon le cas, s'est appliqué à cette personne ou à cette société de personnes à l'égard du bien. ». ».

Adopté
M

R1B
V-4

AM14
art. 82
23/6/2004 2:57 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 82, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 53 et 54

L'article 82 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement de la partie du deuxième alinéa de l'article 462.0.2 de la Loi sur les impôts qui précède le paragraphe *b*, que le paragraphe 1 propose, par ce qui suit :

« The rule set out in the first paragraph does not apply where the interest in the taxpayer's farm income stabilization account is disposed of by the taxpayer to the taxpayer's spouse or former spouse, in settlement of rights arising out of their marriage, on or after the breakdown of the marriage, if

(a) the disposition is made under an order or judgment of a competent tribunal or under a written separation agreement; and ».

Adopté
m

R3
V3-4

23/8/2004 1:37 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003
a. 107, P.L. n° 45, brochure française, page 69

AM15
art. 107

L'article 107 de ce projet de loi est remplacé par le suivant :

« 107. L'article 726.4.10 de cette loi, modifié par l'article 138 du chapitre 8 des lois de 2004, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la partie du sous-paragraphe i du paragraphe a qui précède le sous-paragraphe 1°, de « 31 décembre 2003 » par « 31 décembre 2004 ». ».

Adopté
M

R3
V3-4

23/8/2004 1:38 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 111, P.L. n° 45, brochure française, page 69

AM/6
av 11

L'article 111 de ce projet de loi est remplacé par le suivant :

« 111. L'article 726.4.17.2 de cette loi, modifié par l'article 139 du chapitre 8 des lois de 2004, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la partie du paragraphe a qui précède le sous-paragraphe i, de « 31 décembre 2003 » par « 31 décembre 2004 ». ».

Adopté
M

R1B
V-4

AM17
aur 122
22/6/2004 11:27 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 122, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 69

L'article 122 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement de ce qui précède le paragraphe a de l'article 726.7.2 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par ce qui suit :

« "726.7.2. An individual other than a trust may deduct, in computing the individual's taxable income for a taxation year, if the individual was resident in Canada throughout the year and disposed in the year or a preceding taxation year and after 10 December 2002 of a qualified fishing property, such amount as the individual may claim not exceeding the least of ».

Adopté
m

AM18
anr 126

R1B
V-4

21/7/2004 11:07 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 126, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 70

L'article 126 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« (2) Paragraph 1 of subsection 1 applies in respect of flow-through shares issued after 12 June 2003, except if those shares are issued following an investment made on or before that date, or following an application for a receipt for the preliminary prospectus or an application for an exemption from filing a prospectus, as the case may be, made on or before that date. ».

Adopté
m

Ce projet de loi est modifié par l'insertion, après l'article 130, du suivant :

« **130.1. 1.** L'article 733.0.5 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **733.0.5.** Aux fins de déterminer le montant de la perte autre qu'une perte en capital, de la perte agricole, de la perte nette en capital et de la perte comme membre à responsabilité limitée à l'égard d'une société de personnes, pour une année d'imposition, d'une société qui exploite une entreprise reconnue dans l'année ou qui est membre d'une société de personnes qui exploite une telle entreprise reconnue dans un exercice financier de celle-ci qui se termine dans l'année, relativement à un projet majeur d'investissement de la société ou de la société de personnes, selon le cas, à l'égard duquel le ministre des Finances a délivré une attestation d'admissibilité annuelle pour l'année d'imposition de la société ou l'exercice financier de la société de personnes, les règles suivantes s'appliquent :

a) lorsque le montant déterminé en vertu du paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 737.18.17 à l'égard de la société pour l'année excède le montant déterminé en vertu du paragraphe *b* de cet alinéa à son égard pour cette année :

i. le montant que représente le revenu ou la partie du revenu, selon le cas, de la société pour l'année, déterminé en vertu du paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 737.18.17, est réputé nul ;

ii. le montant que représente la perte ou la partie de la perte, selon le cas, de la société pour l'année, déterminée en vertu du paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 737.18.17, est réputé nul ;

b) lorsque le montant déterminé en vertu du paragraphe *d* du deuxième alinéa de l'article 737.18.17 à l'égard de la société de personnes pour l'exercice financier excède le montant déterminé en vertu du paragraphe *e* de cet alinéa à l'égard de la société de personnes pour l'exercice financier :

R7
V7-4

24/8/2004 3:50 PM T/2
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 130.1, P.L. n° 45, brochure française, page 76

i. la part de la société du montant que représente le revenu ou la partie du revenu, selon le cas, déterminé en vertu du paragraphe d du deuxième alinéa de l'article 737.18.17 à l'égard de la société de personnes pour l'exercice financier, est réputée nulle ;

ii. la part de la société du montant que représente la perte ou la partie de la perte, selon le cas, déterminé en vertu du paragraphe e du deuxième alinéa de l'article 737.18.17 à l'égard de la société de personnes pour l'exercice financier, est réputée nulle. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à une année d'imposition qui se termine après le 14 mars 2000. ».

Adopté
m

R7
V7-4

24/8/2004 3:52 PM T1/2

DOSSIER: BUDGET-2003

a. 131.1, P.L. n° 45, brochure française, page 77

Ce projet de loi est modifié par l'insertion, après l'article 131, du suivant :

« 131.1. 1. L'article 733.0.7 de cette loi est remplacé par le suivant :

« 733.0.7 Aux fins de déterminer le montant de la perte autre qu'une perte en capital, de la perte agricole, de la perte nette en capital et de la perte comme membre à responsabilité limitée à l'égard d'une société de personnes, pour une année d'imposition, d'une société qui, pour cette année, est une société admissible, au sens du premier alinéa de l'article 737.18.29, lorsque le montant déterminé en vertu du paragraphe a du deuxième alinéa de l'article 737.18.33 à l'égard de la société pour l'année excède le montant déterminé en vertu du paragraphe b de ce deuxième alinéa à son égard pour cette année, les règles suivantes s'appliquent :

a) 75 % du montant que représente le revenu ou la partie du revenu, selon le cas, de la société pour l'année, déterminé en vertu du paragraphe a du deuxième alinéa de l'article 737.18.33, est réputé nul ;

b) 75 % du montant que représente la perte ou la partie de la perte, selon le cas, de la société pour l'année, déterminé en vertu du paragraphe b du deuxième alinéa de l'article 737.18.33, est réputé nul. ».

2. Le paragraphe 1 s'applique à compter de l'année d'imposition 2000. Toutefois, lorsque les paragraphes a et b de l'article 733.0.7 de cette loi s'appliquent :

1° à une année d'imposition qui se termine avant le 13 juin 2003, ils doivent se lire en y remplaçant « 75 % du » par le mot « le » ;

2° à une année d'imposition qui se termine après le 12 juin 2003 et qui comprend cette date, ils doivent se lire en y remplaçant le pourcentage de 75 % par le total des pourcentages suivants :

R7
V7-4

24/8/2004 3:52 PM T^{2/2}
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 131.1, P.L. n° 45, brochure française, page 77

a) le pourcentage obtenu en multipliant 100 % par le rapport entre le nombre de jours de l'année d'imposition qui précèdent le 13 juin 2003 au cours desquels la société exploite une entreprise reconnue, au sens du premier alinéa de l'article 737.18.29, et le nombre de jours de l'année d'imposition au cours desquels la société exploite l'entreprise reconnue ;

b) le pourcentage obtenu en multipliant 75 % par le rapport entre le nombre de jours de l'année d'imposition qui suivent le 12 juin 2003 au cours desquels la société exploite l'entreprise reconnue et le nombre de jours de l'année d'imposition au cours desquels la société exploite l'entreprise reconnue. ».

Adopté
M

R1B
V-4

AM 21
av. 134
21/7/2004 11:57 AMT ^{1/3}
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 134, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 74 à 77

L'article 134 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement des paragraphes *a* à *f* de l'article 737.18 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par les suivants :

« (a) for the purpose of computing the deduction under section 725.2, the amount that is the benefit the individual is deemed to receive in the year under any of sections 49 and 50 to 52.1, in respect of a security, or the transfer or any other disposition of the rights under the agreement referred to in section 48 and that the individual has included in computing income for the year, shall not include the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres (chapter C-8.3), in relation to an employment that is included in the year;

« (b) for the purpose of computing the deduction under section 725.3, the amount that is the benefit the individual is deemed to receive in the year under section 49, as a consequence of the application of section 49.2, in respect of a share acquired by the individual after 22 May 1985 and that the individual has included in computing income for the year, shall not include the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres, in relation to an employment that is included in the year;

« (c) for the purpose of computing the deduction under section 725.4, the individual shall subtract from the amount included by the individual under paragraph *b* of section 218 in computing income for the year in respect of a share the individual has received after 22 May 1985, the product obtained by multiplying the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres, in relation to an employment that is included in the year, by the percentage determined under subparagraph 1 of the second paragraph of section 65 of that Act in respect of that employment;

AM21
air 134

R1B
V-4

21/7/2004 11:57 AMT ^{2/3}
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 134, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 74 à 77

« (d) for the purpose of computing the deduction under section 725.5, the individual shall subtract from the amount included by the individual under section 888.1 in computing income for the year, the product obtained by multiplying the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres, in relation to an employment that is included in the year, by the percentage determined under subparagraph 1 of the second paragraph of section 65 of that Act in respect of that employment;

« (e) for the purpose of computing the deduction under section 725, the individual shall subtract from the amount included by the individual in computing income for the year, and that is an amount described in any of the paragraphs of that section, the product obtained by multiplying the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres, in relation to an employment that is included in the year, by the percentage determined under subparagraph 1 of the second paragraph of section 65 of that Act in respect of that employment;

« (f) for the purpose of computing the deduction under section 725.1.2, the individual shall subtract from the amount included by the individual in computing income for the year, and that is an amount described in the second paragraph of that section, the product obtained by multiplying the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres, in relation to an employment that is included in the year, by the percentage determined under subparagraph 1 of the second paragraph of section 65 of that Act in respect of that employment; » ;

2° par le remplacement des paragraphes c à f de l'article 737.18 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 2 propose, par les suivants :

« "(c) for the purpose of computing the deduction under section 725.4, the amount included by the individual under paragraph b of section 218 in computing income for the

AM21
wv 134

R1B
V-4

21/7/2004 11:57 AMT^{3/3}
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 134, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 74 à 77

year in respect of a share the individual has received after 22 May 1985 shall not include the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres, in relation to an employment that is included in the year;

« "(d) for the purpose of computing the deduction under section 725.5, the amount included by the individual under section 888.1 in computing income for the year shall not include the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres, in relation to an employment that is included in the year;

« "(e) for the purpose of computing the deduction under section 725, the amount included by the individual in computing income for the year, and that is an amount described in any of the paragraphs of that section, shall not include the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres, in relation to an employment that is included in the year;

« "(f) for the purpose of computing the deduction under section 725.1.2, the amount included by the individual in computing income for the year, and that is an amount described in the second paragraph of that section, shall not include the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres, in relation to an employment that is included in the year; ».

Adopté
12

AM22
art. 135

R1B
V-4

24/8/2004 3:53 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 135, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 80

L'article 135 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement de la partie du sous-paragraphe 2° du paragraphe 2 qui précède le paragraphe a de la définition de l'expression « foreign specialist » prévue au premier alinéa de l'article 737.18.6 de la Loi sur les impôts, que ce sous-paragraphe 2° propose, par ce qui suit :

« (2) where paragraph a of the definition of "foreign specialist" in the first paragraph of section 737.18.6 of the said Act applies before the taxation year 2003, it shall be read as follows: ».

Adopted
m

AM23
avr. 140

R1B
V-4

21/7/2004 1:27 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 140, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 86

L'article 140 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du premier alinéa de l'article 737.18.10 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant:

« "737.18.10. Subject to the third paragraph, an individual who, for all or part of a taxation year, is a foreign specialist who holds employment with an eligible employer, may deduct, in computing the individual's taxable income for the year, an amount not greater than the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's exemption period in relation to that employment that is included in the year."; ».

Adopté
M

R1B-9
V9-4

17/8/2004 12:55 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 141, P.L. n° 45, brochure française, page 91

L'article 141 de ce projet de loi est modifié par le remplacement des paragraphes a et b de l'article 737.18.10.1 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par les suivants :

« a) pour l'application du premier alinéa de l'article 737.18.10, le particulier est réputé, pour une partie de l'année d'imposition donnée qui comprend le moment ultérieur, un spécialiste étranger qui occupe cet emploi auprès de l'employeur admissible ;

« b) aux fins d'appliquer le premier alinéa de l'article 737.18.10 et les paragraphes a et b de l'article 737.18.13 à l'égard du montant de l'avantage que le particulier a inclus dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition donnée, le moment ultérieur est réputé constituer une période d'exonération du particulier relativement à cet emploi ; ».

*Bois
m*

R1B
V-4

AM 25
art. 142
1/2
21/7/2004 2:37 PMT
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 142, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 87 à 89

L'article 142 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement des paragraphes a à f de l'article 737.18.13 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par les suivants :

« (a) for the purpose of computing the deduction under section 725.2, the amount that is the benefit the individual is deemed to receive in the year under any of sections 49 and 50 to 52.1, in respect of a security, or the transfer or any other disposition of the rights under the agreement referred to in section 48 and which the individual has included in computing the individual's income for the year, shall not include the portion of the amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's exemption period in relation to an employment that is included in the year;

« (b) for the purpose of computing the deduction under section 725.3, the amount that is the benefit the individual is deemed to receive in the year under section 49, as a consequence of the application of section 49.2, in respect of a share acquired by the individual after 22 May 1985 and which the individual has included in computing the individual's income for the year, shall not include the portion of the amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's exemption period in relation to an employment that is included in the year;

« (c) for the purpose of computing the deduction under section 725.4, the amount included by the individual under paragraph b of section 218 in computing the individual's income for the year in respect of a share the individual has received after 22 May 1985 shall not include the portion of the amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's exemption period in relation to an employment that is included in the year;

« (d) for the purpose of computing the deduction under section 725.5, the amount included by the individual under section 888.1 in computing the individual's income for the year shall not include the portion of the amount that is included in the part of the individual's

R1B
V-4

AM25
nr. 148
21/7/2004 2:37 PMT 2/2
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 142, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 87 à 89

income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's exemption period in relation to an employment that is included in the year;

« (e) for the purpose of computing the deduction under section 725, the amount included by the individual in computing the individual's income for the year, which is an amount described in any of the paragraphs of that section, shall not include the portion of the amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's exemption period in relation to an employment that is included in the year;

« (f) for the purpose of computing the deduction under section 725.1.2, the amount included by the individual in computing the individual's income for the year, which is an amount described in the second paragraph of that section, shall not include the portion of the amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's exemption period in relation to an employment that is included in the year; » ;

2° par le remplacement des sous-paragraphes i à iii du paragraphe g de l'article 737.18.13 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par les suivants :

« i. subtract, from the amount determined in paragraph a of section 725.6, the portion of that amount that may reasonably be attributed to the part of the year that is included in the individual's exemption period, in relation to an employment,

« ii. subtract, from the amount determined in paragraph b of section 725.6, the amount of interest, computed pursuant to that paragraph, for the part of the year that is included in the individual's exemption period, in relation to an employment, and

« iii. subtract, from the amount determined in paragraph c of section 725.6, the portion of that amount that may reasonably be considered to have been received in the part of the year that is included in the individual's exemption period, in relation to an employment; and ».

Adopté

AM 26
art 150

R1B-9
V9-4

17/8/2004 12:57 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 150, P.L. n° 45, brochure française, page 100

L'article 150 de ce projet de loi est modifié par le remplacement des paragraphes *a* et *b* de l'article 737.18.32 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par les suivants :

« *a*) pour l'application du premier alinéa de l'article 737.18.34, le particulier est réputé, pour une partie de l'année d'imposition donnée qui comprend le moment ultérieur, un spécialiste étranger qui occupe cet emploi auprès de la société admissible ;

« *b*) aux fins d'appliquer les premier et deuxième alinéas de l'article 737.18.34 et les paragraphes *a* et *b* de l'article 737.18.35 à l'égard du montant de l'avantage que le particulier a inclus dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition donnée, le moment ultérieur est réputé constituer une période d'admissibilité du particulier relativement à cet emploi ; ».

Adopté
R

R1B
V-4

24/8/2004 12:27 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 152, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 98

AM27
art. 152

L'article 152 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement du paragraphe *b* du deuxième alinéa de l'article 737.18.34 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« (b) B is the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period in relation to that employment that is included in the year. » ;

2° par le remplacement du premier alinéa de l'article 737.18.34 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 2 propose, par le suivant :

« "737.18.34. Subject to the third paragraph, an individual who, for all or part of a taxation year, is a foreign specialist holding employment with a qualified corporation, may deduct, in computing the individual's taxable income for the year, an amount not exceeding the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period in relation to that employment that is included in the year."; and ».

Adopté
M

R1B
V-4

AM28
art. 153
21/7/2004 2:57 PMT/3
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 153, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 99 à 101

L'article 153 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement des paragraphes *a* à *f* de l'article 737.18.35 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par les suivants :

« (a) for the purpose of computing the deduction under section 725.2, the amount that is the benefit the individual is deemed to receive in the year under any of sections 49 and 50 to 52.1, in respect of a security, or the transfer or any other disposition of the rights under the agreement referred to in section 48 and that the individual has included in computing income for the year, shall not include the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period in relation to an employment that is included in the year;

« (b) for the purpose of computing the deduction under section 725.3, the amount that is the benefit the individual is deemed to receive in the year under section 49, as a consequence of the application of section 49.2, in respect of a share acquired by the individual after 22 May 1985 and that the individual has included in computing income for the year, shall not include the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period in relation to an employment that is included in the year;

« (c) for the purpose of computing the deduction under section 725.4, the individual shall subtract from the amount included by the individual under paragraph *b* of section 218 in computing income for the year in respect of a share the individual has received after 22 May 1985, the product obtained by multiplying the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period in relation to an employment that is included in the year, by the percentage determined under subparagraph *a* of the second paragraph of section 737.18.34 in respect of that employment;

a. 153, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 99 à 101

« (d) for the purpose of computing the deduction under section 725.5, the individual shall subtract from the amount included by the individual under section 888.1 in computing income for the year, the product obtained by multiplying the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period in relation to an employment that is included in the year, by the percentage determined under subparagraph a of the second paragraph of section 737.18.34 in respect of that employment;

« (e) for the purpose of computing the deduction under section 725, the individual shall subtract from the amount included by the individual in computing income for the year, and that is an amount described in any of the paragraphs of that section, the product obtained by multiplying the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period in relation to an employment that is included in the year, by the percentage determined under subparagraph a of the second paragraph of section 737.18.34 in respect of that employment;

« (f) for the purpose of computing the deduction under section 725.1.2, the individual shall subtract from the amount included by the individual in computing income for the year, and that is an amount described in the second paragraph of that section, the product obtained by multiplying the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period in relation to an employment that is included in the year, by the percentage determined under subparagraph a of the second paragraph of section 737.18.34 in respect of that employment; » ;

2° par le remplacement des paragraphes c à f de l'article 737.18.35 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 2 propose, par les suivants :

« "(c) for the purpose of computing the deduction under section 725.4, the amount included by the individual under paragraph b of section 218 in computing income for the year in respect of a share the individual has received after 22 May 1985 shall not include the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the

R1B
V-4

21/7/2004 2:57 PMT ^{3/3}
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 153, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 99 à 101

year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period in relation to an employment that is included in the year;

« "(d) for the purpose of computing the deduction under section 725.5, the amount included by the individual under section 888.1 in computing income for the year shall not include the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period in relation to an employment that is included in the year;

« "(e) for the purpose of computing the deduction under section 725, the amount included by the individual in computing income for the year, and that is an amount described in any of the paragraphs of that section, shall not include the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period in relation to an employment that is included in the year;

« "(f) for the purpose of computing the deduction under section 725.1.2, the amount included by the individual in computing income for the year, and that is an amount described in the second paragraph of that section, shall not include the portion of such an amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period in relation to an employment that is included in the year; ».

Adopté

AM 29
art 155

R1B
V-4

21/7/2004 2:47 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 155, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 104

L'article 155 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du premier alinéa de l'article 737.19.2 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« **"737.19.2.** For the purpose of establishing the research activity period of an individual in relation to an employment, a period preceding the period to which subparagraph i of paragraph *b* of the definition of "research activity period" in the first paragraph of section 737.19 and subparagraph 2 of subparagraph ii of that paragraph *b* refer means all or part of a particular period referred to in the second paragraph to which an amount referred to in the third paragraph may reasonably be attributed. ».

Adopté
M

A130
art. 156

R1B
V-4

24/8/2004 3:57 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 156, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 105

L'article 156 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement de la partie du paragraphe a de l'article 737.20 de la Loi sur les impôts qui précède le sous-paragraphe i, que le paragraphe 1 propose, par ce qui suit :

« (a) the individual is deemed not to be resident in Canada immediately before taking up employment, as an employee, with the eligible employer if ».

Adopté
m

AM31
avr 159

R1B
V-4

24/8/2004 12:31 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 159, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 110 et 111

L'article 159 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement du paragraphe a de l'article 737.22 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« (a) where the individual has included in computing income for the year an amount that is the benefit the individual is deemed to receive in the year under any of sections 49 and 50 to 52.1, in respect of a security, or the transfer or any other disposition of the rights under the agreement referred to in section 48 and the amount of the benefit is included in the individual's eligible income for the year, in relation to an employment, the amount of the benefit is, for the purpose of computing the deduction under section 725.2, deemed to be nil; » ;

2° par le remplacement de la partie du paragraphe 3 qui précède le sous-paragraphe 1° par ce qui suit :

« (3) However, where section 737.22 of the said Act, enacted by subsection 1, applies before the taxation year 2003, it shall be read ».

Adopté
m

AM32
art. 160

R1B
V-4

24/8/2004 12:34 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003
a. 160, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 113

L'article 160 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du paragraphe e de la définition de l'expression « foreign researcher on a post-doctoral internship » prévue à l'article 737.22.0.0.1 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« (e) the certificate referred to in paragraph d and, where applicable, all the unrevoked certificates obtained in respect of the individual for preceding taxation years, also certify that, from the particular time to the end of the year or the part of the year, the individual performed, exclusively or almost exclusively, the individual's duties as a researcher in connection with a post-doctoral internship for the employer;"; ».

Adopté
M

AM33
art. 165

R1B
V-4

21/7/2004 3:27 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003
a. 165, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 122

L'article 165 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du paragraphe a de l'article 737.22.0.0.4 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant:

« (a) where the individual has included in computing income for the year an amount that is the benefit the individual is deemed to receive in the year under any of sections 49 and 50 to 52.1, in respect of a security, or the transfer or any other disposition of the rights under the agreement referred to in section 48 and the amount of the benefit is included in the individual's eligible income for the year, in relation to an employment, the amount of the benefit is, for the purpose of computing the deduction under section 725.2, deemed to be nil; ».

Adopté
m

AM34
aur. 171

R1B
V-4

21/7/2004 3:27 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 171, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 132

L'article 171 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du paragraphe a de l'article 737.22.0.0.8 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« (a) where the individual has included in computing income for the year an amount that is the benefit the individual is deemed to receive in the year under any of sections 49 and 50 to 52.1, in respect of a security, or the transfer or any other disposition of the rights under the agreement referred to in section 48 and the amount of the benefit is included in the individual's eligible income for the year, in relation to an employment, the amount of the benefit is, for the purpose of computing the deduction under section 725.2, deemed to be nil; ».

Adopté
m

AM 35
art. 177

R1B
V-4

21/7/2004 3:27 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 177, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 146

L'article 177 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du paragraphe a de l'article 737.22.0.4 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« (a) where the individual has included in computing income for the year an amount that is the benefit the individual is deemed to receive in the year under any of sections 49 and 50 to 52.1, in respect of a security, or the transfer or any other disposition of the rights under the agreement referred to in section 48 and the amount of the benefit is included in the individual's eligible income for the year, in relation to an employment, the amount of the benefit is, for the purpose of computing the deduction under section 725.2, deemed to be nil; ».

Adopté
M

AM 36
art. 179

R1B
V-4

21/7/2004 3:37 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 179, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 151 et 152

L'article 179 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement de l'article 737.22.0.5.1 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« **"737.22.0.5.1.** For the purpose of establishing the eligible activity period of an individual in relation to an employment, a preceding period to which subparagraph i of paragraph *b* of the definition of "eligible activity period" in the first paragraph of section 737.22.0.5 and subparagraph 2 of subparagraph ii of that paragraph *b* refer means all or part of a preceding period, established in respect of the individual under any of the sections mentioned in the second paragraph of section 737.19.2 or under the regulations mentioned in that paragraph, to which an amount that the individual may deduct in computing the individual's taxable income for a taxation year, in relation to a preceding employment, under any of the sections mentioned in the third paragraph of section 737.19.2, may be attributed." ».

Adopté
M

R1B
V-4

21/7/2004 3:37 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 183, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 158

AM37
art. 183

L'article 183 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du paragraphe a de l'article 737.22.0.8 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant:

« (a) where the individual has included in computing income for the year an amount that is the benefit the individual is deemed to receive in the year under any of sections 49 and 50 to 52.1, in respect of a security, or the transfer or any other disposition of the rights under the agreement referred to in section 48 and the amount of the benefit is included in the individual's eligible income for the year, in relation to an employment, the amount of the benefit is, for the purpose of computing the deduction under section 725.2, deemed to be nil; ».

Adopté
m

AM 38
sur 191
1/2

L'article 191 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement des sous-paragraphes i à iii du paragraphe f de l'article 752.0.10 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par les suivants :

« i. an amount included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's exemption period, within the meaning of section 737.18.6, in relation to an employment that is included in the year,

« ii. the part of an amount, included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period, within the meaning of section 737.18.29, in relation to an employment that is included in the year, that is equal to the product obtained by multiplying that amount by the percentage determined under subparagraph a of the second paragraph of section 737.18.34 in respect of that employment, or

« iii. the part of an amount, included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres (chapter C-8.3), in relation to an employment that is included in the year, that is equal to the product obtained by multiplying that amount by the percentage determined under subparagraph 1 of the second paragraph of section 65 of that Act." » ;

2° par le remplacement des sous-paragraphes ii et iii du paragraphe f de l'article 752.0.10 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 2 propose, par les suivants :

« "ii. an amount included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period, within the meaning of section 737.18.29, in relation to an employment that is included in the year, or

R1B
V-4

21/7/2004 4:07 PM T 2/2
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 191, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 162 et 163

« "iii. an amount included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres (chapter C-8.3), in relation to an employment that is included in the year." ».

Adopté
M

AM39
en 195

R1B
V-4

24/8/2004 12:41 PM T 1/2
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 195, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 165

L'article 195 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement des paragraphes *a* à *c* du troisième alinéa de l'article 767 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par les suivants :

« (a) an amount included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's exemption period, within the meaning of section 737.18.6, in relation to an employment that is included in the year;

« (b) the part of an amount, included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period, within the meaning of section 737.18.29, in relation to an employment that is included in the year, that is equal to the product obtained by multiplying that amount by the percentage determined under subparagraph *a* of the second paragraph of section 737.18.34 in respect of that employment; or

« (c) the part of an amount, included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres (chapter C-8.3), in relation to an employment that is included in the year, that is equal to the product obtained by multiplying that amount by the percentage determined under subparagraph 1 of the second paragraph of section 65 of that Act." » ;

2° par le remplacement des paragraphes *b* et *c* du troisième alinéa de l'article 767 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 2 propose, par les suivants :

« "(b) an amount included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period, within the meaning of section 737.18.29, in relation to an employment that is included in the year; or

AM39
a. 195

R1B
V-4

24/8/2004 12:41 PM T²/₂
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 195, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 165

« "(c) an amount included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres (chapter C-8.3), in relation to an employment that is included in the year." ».

Adopté
M

L'article 205 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement des sous-paragraphes 1° à 3° du sous-paragraphe vii du paragraphe d de la définition de l'expression « non-business-income tax » prévue à l'article 772.2 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 propose, par les suivants :

« (1) to an amount included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's exemption period, within the meaning of section 737.18.6, in relation to an employment that is included in the year,

« (2) to the portion of an amount, included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period, within the meaning of section 737.18.29, in relation to an employment that is included in the year, that is equal to the product obtained by multiplying that amount by the percentage determined under subparagraph a of the second paragraph of section 737.18.34 in respect of that employment, or

« (3) to the portion of an amount, included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres (chapter C-8.3), in relation to an employment that is included in the year, that is equal to the product obtained by multiplying that amount by the percentage determined in subparagraph 1 of the second paragraph of section 65 of that Act, or"; »;

2° par le remplacement des sous-paragraphes i à iii du paragraphe b de la définition de l'expression « business-income tax » prévue à l'article 772.2 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 propose, par les suivants :

« i. to an amount included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's exemption period,

AM40
our 205

R1B
V-4

24/8/2004 12:42 PM T 2/3
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 205, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 172 à 174

within the meaning of section 737.18.6, in relation to an employment that is included in the year,

« ii. to the portion of an amount, included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period, within the meaning of section 737.18.29, in relation to an employment that is included in the year, that is equal to the product obtained by multiplying that amount by the percentage determined under subparagraph a of the second paragraph of section 737.18.34 in respect of that employment, or

« iii. to the portion of an amount, included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres (chapter C-8.3), in relation to an employment that is included in the year, that is equal to the product obtained by multiplying that amount by the percentage determined in subparagraph 1 of the second paragraph of section 65 of that Act; or". » ;

3° par le remplacement des sous-paragraphes 2° et 3° du sous-paragraphe vii du paragraphe d de la définition de l'expression « non-business-income tax » prévue à l'article 772.2 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 3 propose, par les suivants :

« "(2) to an amount included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period, within the meaning of section 737.18.29, in relation to an employment that is included in the year,

« "(3) to an amount included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres (chapter C-8.3), in relation to an employment that is included in the year, or"; and » ;

R1B
V-4

AM40
aur 205
3/3
24/8/2004 12:42 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 205, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 172 à 174

4° par le remplacement des sous-paragraphes ii et iii du paragraphe *b* de la définition de l'expression « business-income tax » prévue à l'article 772.2 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 2° du paragraphe 3 propose, par les suivants :

« "ii. to an amount included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period, within the meaning of section 737.18.29, in relation to an employment that is included in the year,

« "iii. to an amount included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres (chapter C-8.3), in relation to an employment that is included in the year; or". ».

Adopté
m

AM41
adr 241

R1B
V-4

13/7/2004 11:47 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 241, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 196

L'article 241 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement de l'article 985.37 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« "985.37. A recognized political education organization is required to expend, in any taxation year, on educational activities promoting Québec sovereignty or Canadian unity carried on by it or by way of gifts made by it to qualified donees, amounts that are at least equal to its disbursement quota for the year. ».

Adopté
R

AM42
art 251

R1B
V-4

22/7/2004 8:27 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003
a. 251, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 202

L'article 251 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du sous-paragraphe 1° du paragraphe 3 par le suivant :

« (1) the time limits provided for in subsection 2 of section 1010 of the said Act had not expired on 11 March 2003; ».

Adopté
a

R1C
V1C-4

20/7/2004 1:04:13 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 276, P.L. n° 45, brochure française, page 217

AM 43
art. 276

L'article 276 de ce projet de loi est modifié par le remplacement de l'article 1029.8.17.0.2 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« **1029.8.17.0.2.** Aux fins de calculer le montant qui est réputé avoir été payé au ministre, pour une année d'imposition, par un contribuable en vertu des paragraphes *b* à *i* du premier alinéa de l'un des articles 1029.7 et 1029.8 et de l'un des articles 1029.8.6 et 1029.8.7, une personne ou une société de personnes visée au deuxième alinéa qui, à un moment quelconque, a, en vertu d'un financement admissible qu'elle a accordé à une société, un droit immédiat ou futur, conditionnel ou non, à des actions à plein droit de vote du capital-actions de la société, ou de les acquérir ou d'en contrôler les droits de vote, est réputée occuper la même position relativement au contrôle de la société que si cette personne ou cette société de personnes était propriétaire de ces actions à ce moment.

La personne ou la société de personnes à laquelle réfère le premier alinéa est soit un centre de recherche public admissible, soit une entité universitaire admissible, soit une personne avec laquelle un tel centre ou une telle entité a un lien de dépendance au moment donné, soit une société de personnes dont un tel centre ou une telle entité est membre, soit toute personne désignée par le ministre conformément à l'article 1029.8.19.2. ».

Adopté
R

AM44
art 278

R1C
V1C-4

24/8/2004 4:00 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 278, P.L. n° 45, brochure française, page 218

L'article 278 de ce projet de loi est modifié par le remplacement de ce qui précède le troisième alinéa de l'article 1029.8.19.5.1 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 propose, par ce qui suit:

« **278.** 1. L'article 1029.8.19.5.1 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant: ».

Adopté
m

AM45
avr. 29/1

R1B
V-4

22/7/2004 8:57 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 291, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 214

L'article 291 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du paragraphe a de la définition de l'expression « eligible supervisor » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.33.2 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 propose, par le suivant:

« "(a) an employee in respect of whom it may reasonably be considered that one of the purposes for which the employee works for the eligible taxpayer or the qualified partnership would be to allow, but for this paragraph, the eligible taxpayer or an eligible taxpayer who is a member of the qualified partnership to be deemed to have paid, in respect of the employee, an amount to the Minister under section 1029.8.33.6 or 1029.8.33.7; or". ».

Adopté
m

AM46
aw 296

R1B
V-4

23/9/2004 8:44 AM T2
DOSSIER: BUDGET-2003
a. 296, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 216

L'article 296 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du premier alinéa de l'article 1029.8.33.13 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« "1029.8.33.13. An eligible taxpayer who, in respect of a taxation year, is required to pay qualified expenditures and who encloses the prescribed form containing the prescribed information with the fiscal return the taxpayer is required to file for the year under section 1000, or would be required to file for the year under section 1000 if the taxpayer were not a registered charity and if tax were payable under this Part by the taxpayer, is deemed, subject to the second paragraph, to have paid to the Minister on the taxpayer's balance-due day for the taxation year, on account of the taxpayer's tax payable for that year under this Part, an amount equal to 75% of the aggregate of the qualified expenditures determined in respect of the taxpayer for the taxation year in accordance with the third paragraph." ».

Adopté
m

a. 298, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 224, 225 et 228

L'article 298 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement du paragraphe *a* de la définition de l'expression « labour expenditure » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.34 de la Loi sur les impôts et de la partie du paragraphe *b* de la définition de cette expression qui précède le sous-paragraphe *i*, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 propose, par ce qui suit :

« "(a) the salaries or wages directly attributable to the property that are incurred in the year by the corporation and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, the salaries or wages that are incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for an advance ruling or a certificate, to the extent that they relate to services rendered in relation to the stages of production of the property, from the script stage to the post-production stage, or in relation to another stage of production of the property that is carried out after the post-production stage within a period that is reasonable to the Minister but that must not extend beyond the date provided for in the sixth paragraph, and that are paid by the corporation to its eligible employees;

« "(b) the portion of the remuneration, other than salary or wages, that is incurred in the year by the corporation and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, the portion of the remuneration that was incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for an advance ruling or a certificate, in relation to the stages of production referred to in paragraph *a* of the property and that is paid by the corporation, » ;

2° par le remplacement du sous-paragraphe *ii* du paragraphe *b* de la définition de l'expression « labour expenditure » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.34 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

R1B
V-4

AM47
art. 298
24/8/2004 4:17 PMT 2/3
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 298, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 224, 225 et 228

« ii. to a particular corporation having an establishment in Québec, other than a corporation referred to in subparagraph iii, a corporation that holds a broadcasting licence issued by the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission, or a corporation that is not dealing at arm's length with a corporation holding such a licence, to the extent that that portion of the remuneration is reasonably attributable to the wages of the particular corporation's eligible employees who provided services as part of the production of the property, » ;

3° par le remplacement du sous-paragraphe iv du paragraphe b de la définition de l'expression « labour expenditure » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.34 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« iv. to a partnership carrying on a business in Québec, to the extent that that portion of the remuneration is reasonably attributable either to services provided, as part of the production of the property, by an individual who is a member of the partnership or to the wages of the partnership's eligible employees who provided services as part of the production of the property; and"; » ;

4° par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant :

« (4) Paragraph 1 of subsection 1, where it amends subparagraph ii of paragraph b of the definition of "labour expenditure" in the first paragraph of section 1029.8.34 of the said Act, except where it inserts the reference to "eligible" before the reference to "employees", does not apply in respect of property that is an episode or broadcast that is part of a series where an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate has been filed with the Société de développement des entreprises culturelles before 1 September 2003 in respect of an episode or broadcast of that series and the Société de développement des entreprises culturelles considers that the work surrounding an episode or broadcast of that series was sufficiently advanced on 11 March 2003. » ;

5° par le remplacement des paragraphes 6 et 7 par les suivants :

R1B
V-4

24/8/2004 4:17 PMT ^{3/3}
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 298, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 224, 225 et 228

« (6) Paragraph 6 of subsection 1 applies in respect of property for which an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate is filed with the Société de développement des entreprises culturelles after 31 August 2001, or after 5 July 2001 and before 1 September 2001 if the corporation elects, in respect of the property, to compute the production costs of the property according to the rules applicable to a property in respect of which such an application is filed with the Société de développement des entreprises culturelles after 31 August 2001.

« (7) Paragraph 7 of subsection 1 applies in respect of property for which an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate is filed with the Société de développement des entreprises culturelles after 12 December 2003. » ;

6° par le remplacement de la partie du paragraphe 9 qui précède la définition de l'expression « government assistance » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.34 de la Loi sur les impôts, que ce paragraphe propose, par ce qui suit :

« (9) In addition, where section 1029.8.34 of the said Act applies before 20 December 2001 in respect of taxation years of corporations in relation to which the time limits provided for in subsection 2 of section 1010 of the said Act had not expired on 11 March 2003, a notice of objection was served on the Minister of Revenue before 11 March 2003 or an appeal was brought, before that date, against a notice of assessment, where the subject of the contestation concerns an amount of assistance paid by the Conseil des arts et des lettres du Québec or an amount deemed to have been paid under subsection 3 of section 125.5 of the Income Tax Act (Revised Statutes of Canada, 1985, chapter 1, 5th Supplement), or the corporation filed with the Minister of Revenue a waiver in the prescribed form in accordance with subparagraph ii of paragraph b of subsection 2 of section 1010 before 11 March 2003, the definitions of "government assistance" and "non-government assistance" in the first paragraph of section 1029.8.34 shall be read as follows: ».

Adopté
m

AM47
nr 298

AM 48
av 303

R1B
V-4

13/7/2004 4:27 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 303, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 233

L'article 303 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement des paragraphes *a* et *b* de la définition de l'expression « film dubbing expenditure » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.0.1 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 propose, par les suivants :

« "(a) the salaries or wages directly attributable to the property that are incurred by the corporation in the year and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, the salaries or wages that are incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for the certificate, to the extent that they relate to eligible dubbing services rendered in Québec before the completion date of the dubbed master copy of the property or after that date within a period that is reasonable to the Minister but that must not extend beyond the date that is 18 months after the end of the corporation's fiscal period that includes the completion date of the dubbed master copy, and that are paid by the corporation to its employees resident in Québec at any time in the calendar year in which they rendered the eligible dubbing services; and

« "(b) the consideration that is incurred by the corporation in the year and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, the portion of the consideration that is incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for the certificate, to the extent that they relate to eligible dubbing services rendered in Québec before the completion date of the dubbed master copy of the property or after that date within a period that is reasonable to the Minister but that must not extend beyond the date that is 18 months after the end of the corporation's fiscal period that includes the completion date of the dubbed master copy, by an individual resident in Québec at any time in the calendar year in which the individual renders the eligible dubbing services or by a corporation or partnership having an establishment in Québec, other than an employee of the corporation, as part of the production of the property and that is paid by the corporation;" ».

Adopté
m

R1B
V-4

22/7/2004 9:37 AM T 1/2
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 306, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 236 et 237

L'article 306 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement du paragraphe *a* de la définition de l'expression « labour expenditure » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.0.4 de la Loi sur les impôts et de la partie du paragraphe *b* de la définition de cette expression qui précède le sous-paragraphe *i*, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 propose, par ce qui suit :

« "(a) the salaries or wages directly attributable to the production of the property that are incurred by the corporation in the year and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, the salaries or wages that are incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for an advance ruling or a certificate, to the extent that they relate to services rendered in Québec in relation to the stages of production of the property, from the script stage to the post-production stage, or in relation to another stage of production of the property that is carried out after the post-production stage within a period that is reasonable to the Minister but that must not extend beyond the date that is 18 months after the end of the corporation's fiscal period that includes the taping date of the first trial composite of the property, and that are paid by the corporation to its eligible employees at the time when the corporation first files with the Minister the prescribed form containing the prescribed information provided for in the first paragraph of section 1029.8.36.0.0.5 for that taxation year;

« "(b) the portion of the remuneration, other than salary or wages, that is incurred by the corporation in the year and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, the portion of the remuneration that was incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for the advance ruling or the certificate, that is directly attributable to the production of the property and that relates to services rendered in Québec during the year to the corporation, in relation to the stages of production of the property referred to in paragraph *a*, and that is paid by the corporation at the time when the corporation first files with the Minister the prescribed form containing the prescribed information provided for in the first paragraph of section 1029.8.36.0.0.5 for that taxation year," » ;

R1B
V-4

22/7/2004 9:37 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 306, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 236 et 237

AM 49
aur 306
2/2

2° par le remplacement des sous-paragraphes 5° et 6° du paragraphe 1 par les suivants :

« (5) by replacing "issues a certificate" in the definition of "qualified production" in the first paragraph by "certifies, on the advance ruling given or the certificate issued by it to a corporation in respect of the production, that the production qualifies";

« (6) by replacing "issues a certificate for the purposes of this division in which it specifies" in the portion of the definition of "qualified low-budget production" in the first paragraph before paragraph a by "certifies, on the advance ruling given or the certificate issued by it to a corporation in respect of the production, that the production qualifies for the purposes of this division and"; ».

Adopté

R1B
V-4

22/7/2004 9:47 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 309, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 240 et 241

AM 50
art 309

L'article 309 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du paragraphe *a* de la définition de l'expression « labour expenditure » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.0.7 de la Loi sur les impôts et de la partie du paragraphe *b* de la définition de cette expression qui précède le sous-paragraphe *i*, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 propose, par ce qui suit :

« "(a) the salaries or wages directly attributable to the production of the property that are incurred by the corporation in the year and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, the salaries or wages that are incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for an advance ruling or a certificate, to the extent that they relate to services rendered in Québec for eligible production work relating to the property carried out before the completion date of the master of the property or in relation to eligible production work relating to the property carried out after that date within a period that is reasonable to the Minister but that must not extend beyond the date provided for in subparagraph *a* of the third paragraph, and that are paid by the corporation to its eligible employees; and

« "(b) the portion of the remuneration, other than salary or wages, that is incurred by the corporation in the year and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, the portion of the remuneration that is incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for an advance ruling or a certificate, that relates to services rendered in Québec to the corporation for eligible production work relating to the property carried out before the completion date of the master of the property or in relation to eligible production work relating to the property carried out after that date within a period that is reasonable to the Minister but that must not extend beyond the date provided for in subparagraph *a* of the third paragraph, and that is paid by the corporation"; ».

Adopté

AMSI
avr 312

L'article 312 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement du paragraphe *a* de la définition de l'expression « labour expenditure » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.0.10 de la Loi sur les impôts et de la partie du paragraphe *b* de la définition de cette expression qui précède le sous-paragraphe *i*, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 propose, par ce qui suit :

« "(a) the salaries or wages directly attributable to the production of the property that are incurred by the corporation in the year and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, the salaries or wages that are incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for an advance ruling or a certificate, to the extent that they relate to services rendered in relation to the stages of production of the property, from the pre-production stage to the performance before an audience, or in relation to another stage of production of the property carried out after the performance before an audience within a period that is reasonable to the Minister but that must not extend beyond the date provided for in subparagraph *a* of the third paragraph, and that are paid by the corporation to its eligible employees; and

« "(b) the portion of the remuneration, other than salary or wages, that relates to services rendered to the corporation in relation to the production of the property and that is related to the stages of production of the property provided for in paragraph *a*, that is incurred by the corporation in the year and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, the portion of the remuneration that is incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for an advance ruling or a certificate, and that is paid by the corporation"; » ;

2° par le remplacement de la partie du sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* de la définition de l'expression « qualified labour expenditure » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.0.10 de la Loi sur les impôts qui précède le sous-paragraphe 1°, que le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 propose, par ce qui suit :

R1B
V-4

23/9/2004 8:46 AMT2^{2/2}
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 312, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 247 à 251

« "i. 45% of the amount by which the production costs directly attributable to the production of the property that are incurred by the corporation before the end of the year in respect of the property until the performance of the property before an audience or within a period that is reasonable to the Minister but that must not extend beyond the date provided for in subparagraph *a* of the third paragraph, and that are paid by the corporation, exceeds the aggregate of » ;

3° par le remplacement du sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* de la définition de l'expression « qualified labour expenditure » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.0.10 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 2 propose, par le suivant :

« "i. 45% of the amount by which the production costs directly attributable to the production of the property that are incurred by the corporation before the end of the year in respect of the property until the performance before an audience or within a period that is reasonable to the Minister but that must not extend beyond the date provided for in subparagraph *a* of the third paragraph, and that are paid by the corporation, exceeds the amount of any government assistance and non-government assistance attributable to those costs, that the corporation has received, is entitled to receive or may reasonably expect to receive on or before the corporation's filing-due date for the year and that it has not repaid at that time pursuant to a legal obligation, exceeds". ».

Adopté

R1B
V-4

23/9/2004 8:48 AM T2 1/5
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 315, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 256 à 260

L'article 315 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement du paragraphe *a* de la définition de l'expression « labour expenditure attributable to printing costs » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.0.13 de la Loi sur les impôts et de la partie du paragraphe *b* de la définition de cette expression qui précède le sous-paragraphe *i*, que le sous-paragraphe 7° du paragraphe 1 propose, par ce qui suit :

« "(a) the salaries or wages directly attributable to the printing of the property that are incurred by the corporation in the year and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, the salaries or wages that are incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for an advance ruling or a certificate, to the extent that they relate to services rendered in Québec for eligible printing work relating to the property before the date on which the first printing of the property that is an eligible work or the property that is the last work that is part of an eligible group of works is completed or within a period that is reasonable to the Minister but that must not extend beyond the date provided for in subparagraph *a* of the fourth paragraph, and that are paid by the corporation to its eligible employees;

« "(b) the portion of the remuneration, other than salary or wages or a non-repayable advance, that is incurred by the corporation in the year and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, the portion of the remuneration that is incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for an advance ruling or a certificate for services rendered in Québec to the corporation for eligible printing work that relates to the property pursuant to a contract entered into in respect of the property, and that is paid by the corporation, » ;

2° par le remplacement du sous-paragraphe *ii* du paragraphe *b* de la définition de l'expression « labour expenditure attributable to printing costs » prévue au premier alinéa

R1B
V-4

AMS2
avr 315
23/9/2004 8:48 AM T2 2/5
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 315, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 256 à 260

de l'article 1029.8.36.0.0.13 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 7° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« ii. to a particular corporation that has an establishment in Québec and that is not dealing at arm's length with the corporation at the time the contract is entered into, other than a particular corporation referred to in subparagraph iii, to the extent that that portion of remuneration is reasonably attributable to the wages paid to the particular corporation's eligible employees that relate to services rendered in Québec by the particular corporation's eligible employees in connection with the printing of the property, » ;

3° par le remplacement du sous-paragraphe iv du paragraphe b de la définition de l'expression « labour expenditure attributable to printing costs » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.0.13 de la Loi sur les impôts et du paragraphe c de la définition de cette expression, que le sous-paragraphe 7° du paragraphe 1 propose, par ce qui suit :

« iv. to a partnership that carries on a business in Québec and has an establishment in Québec and that is not dealing at arm's length with the corporation at the time the contract is entered into, to the extent that that portion of remuneration is reasonably attributable to services rendered in Québec in connection with the printing of the property, by an individual who is a member of the partnership, or to the wages paid to the partnership's eligible employees that relate to services rendered in Québec by the partnership's eligible employees in connection with the printing of the property; and

« "(c) one-third of the consideration, other than salary or wages or a non-repayable advance, that is incurred by the corporation in the year and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, one-third of the portion of the consideration that is incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for an advance ruling or a certificate pursuant to a contract entered into in respect of the property, and that is paid by the corporation, for services rendered in Québec to the corporation for eligible printing work by an eligible individual or by a corporation or partnership having an establishment in Québec, other than an employee of the corporation,

AM52
av. 315

R1B
V-4

23/9/2004 8:48 AM T2^{3/5}
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 315, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 256 à 260

with whom or with which the corporation is dealing at arm's length at the time the contract is entered into;" ; » ;

4° par le remplacement du sous-paragraphe 8° du paragraphe 1 par le suivant :

« (8) by replacing "the fourth paragraph" in the portion of the definition of "labour expenditure attributable to preparation costs" in the first paragraph before paragraph a by "the fourth and fifth paragraphs"; » ;

5° par le remplacement du paragraphe a de la définition de l'expression « labour expenditure attributable to preparation costs » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.0.13 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 9° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« "(a) the salaries or wages directly attributable to the preparation of the property that are incurred by the corporation in the year and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, the salaries or wages that are incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for an advance ruling or a certificate, to the extent that they relate to services rendered in Québec for eligible preparation work relating to the property before the date on which the first printing of the property that is an eligible work or the property that is the last work that is part of an eligible group of works is completed or within a period that is reasonable to the Minister but that must not extend beyond the date provided for in subparagraph a of the fourth paragraph, and that are paid by the corporation to its eligible employees; » ;

6° par le remplacement de la partie du paragraphe c de la définition de l'expression « labour expenditure attributable to preparation costs » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.0.13 de la Loi sur les impôts qui précède le sous-paragraphe i, que le sous-paragraphe 9° du paragraphe 1 propose, par ce qui suit :

AM52
av. 35

R1B
V-4

23/9/2004 8:48 AM T2 4/5
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 315, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 256 à 260

« "(c) the portion of the remuneration, other than salary or wages or a non-repayable advance, that is incurred by the corporation in the year and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, the portion of the remuneration that is incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for an advance ruling or a certificate for services rendered in Québec to the corporation for eligible preparation work that relates to the property pursuant to a contract entered into in respect of the property, and that is paid by the corporation, » ;

7° par le remplacement du sous-paragraphe ii du paragraphe c de la définition de l'expression « labour expenditure attributable to preparation costs » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.0.13 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 9° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« ii. to a particular corporation that has an establishment in Québec and that is not dealing at arm's length with the corporation at the time the contract is entered into, other than a particular corporation referred to in subparagraph iii, to the extent that that portion of remuneration is reasonably attributable to the wages paid to the particular corporation's eligible employees that relate to services rendered in Québec by the particular corporation's eligible employees in connection with the preparation of the property, » ;

8° par le remplacement du sous-paragraphe iv du paragraphe c de la définition de l'expression « labour expenditure attributable to preparation costs » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.0.0.13 de la Loi sur les impôts et du paragraphe d de la définition de cette expression, que le sous-paragraphe 9° du paragraphe 1 propose, par ce qui suit :

« iv. to a partnership that carries on a business in Québec and has an establishment in Québec and that is not dealing at arm's length with the corporation at the time the contract is entered into, to the extent that that portion of remuneration is reasonably attributable to services rendered in Québec in connection with the preparation of the property, by an individual who is a member of the partnership, or to the wages paid to the partnership's

R1B
V-4

23/9/2004 8:48 AM T2
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 315, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 256 à 260

AM52
anv.315

5/5-

eligible employees that relate to services rendered in Québec by the partnership's eligible employees in connection with the preparation of the property; and

« "(d) half of the consideration, other than salary or wages or a non-repayable advance, that is incurred by the corporation in the year and, where the year is the taxation year in which the corporation files an application for an advance ruling or, in the absence of such an application, an application for a certificate in respect of the property with the Société de développement des entreprises culturelles, half of the consideration that is incurred by the corporation in a year preceding the year in which the corporation filed the application for an advance ruling or a certificate pursuant to a contract entered into in respect of the property, and that is paid by the corporation, for services rendered in Québec to the corporation for eligible preparation work by an eligible individual or by a corporation or partnership having an establishment in Québec, other than an employee of the corporation, with whom or with which the corporation is dealing at arm's length at the time the contract is entered into;" » ;

9° par le remplacement de l'alinéa de l'article 1029.8.36.0.0.13 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 15° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« "In the case of a property referred to in subparagraph a of the first paragraph of section 1029.8.36.0.0.14, the definition of "qualified labour expenditure attributable to printing costs" in the first paragraph shall be read, in respect of the property, with "333 1/3%", wherever it appears, replaced by "380.95%" and the definition of "qualified labour expenditure attributable to preparation costs" in the first paragraph shall be read, in respect of the property, with "250%", wherever it appears, replaced by "285.7143%". » .

Adopté
m

R1B
V-4

AM53
on 353

22/7/2004 10:57 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003
a. 353, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 291

L'article 353 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du sous-paragraphe 2° du paragraphe 3 par le suivant :

« (2) paragraph 2 of subsection 2 does not apply where other construction work or conversion work of the vessel was carried out, before 13 June 2003, on behalf of the qualified corporation, under the terms of a contract, by a person or partnership with whom or with which the corporation was dealing at arm's length at the time the contract was entered into. ».

Adopté
M

R1B
V-4

22/7/2004 11:00 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003

AMSA
art. 365

1/2

a. 365, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 298

L'article 365 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement du sous-paragraphe i du paragraphe c du premier alinéa de l'article 1029.8.36.72.11 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« "i. to have an eligible amount for the particular calendar year equal to the aggregate of its eligible amount for the year otherwise determined and the amount that is that proportion of the aggregate of all amounts each of which is the salary or wages paid by the vendor to an employee in a pay period, within the particular calendar year, for which the employee is an eligible employee, or the salary or wages of an employee who reports for work at an establishment of the vendor situated in Québec that were paid by the vendor in a pay period, within the particular calendar year, for which the employee would be an eligible employee of the vendor if the establishment where the employee so reported for work were situated in the Québec area, to the extent that the employee may reasonably be considered to have been assigned to the carrying on of the part of the activities that diminished or ceased at the particular time, that the number of days in the particular calendar year that precede the particular time is of the number of days in the particular calendar year that precede the particular time and during which the vendor carried on those activities, and"; » ;

2° par le remplacement du sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe ii du paragraphe c du premier alinéa de l'article 1029.8.36.72.11 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« "(2) the amount that is that proportion of the salary or wages paid by the vendor to an employee in a pay period, within the particular calendar year, for which the employee is an eligible employee, or the salary or wages of an employee who reports for work at an establishment of the vendor situated in Québec that were paid by the vendor in a pay period, within the particular calendar year, for which the employee would be an eligible employee of the vendor if the establishment where the employee so reported for work were situated in the Québec area, to the extent that the salary or wages may reasonably be considered to relate to the carrying on by the employee of the part of the activities that diminished or ceased at the particular time, that the number of days in the particular calendar year that

R1B
V-4

AM 54
anv. 365
22/7/2004 11:00 AM T 2/2
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 365, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 298

precede the particular time is of the number of days in the particular calendar year that precede the particular time and during which the vendor carried on those activities, and ».

Adopte
R

R1B
V-4

AM55
avr. 382
22/7/2004 11:00 AM T 1/2
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 382, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 309

L'article 382 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement du sous-paragraphe i du paragraphe c du premier alinéa de l'article 1029.8.36.72.39 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« "i. to have an eligible amount for the particular calendar year equal to the aggregate of its eligible amount for the year otherwise determined and the amount that is that proportion of the aggregate of all amounts each of which is the salary or wages paid by the vendor to an employee in a pay period, within the particular calendar year, for which the employee is an eligible employee, or the salary or wages of an employee who reports for work at an establishment of the vendor situated in Québec, that were paid by the vendor in a pay period, within the particular calendar year, for which the employee would be an eligible employee of the vendor if the establishment where the employee so reported for work were situated in the Angus Technopole, to the extent that the employee may reasonably be considered to have been assigned to the carrying on of the part of the activities that diminished or ceased at the particular time, that the number of days in the particular calendar year that precede the particular time is of the number of days in the particular calendar year that precede the particular time and during which the vendor carried on those activities, and"; » ;

2° par le remplacement du sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe ii du paragraphe c du premier alinéa de l'article 1029.8.36.72.39 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 4° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« "(2) the amount that is that proportion of the salary or wages paid by the vendor to an employee in a pay period, within the particular calendar year, for which the employee is an eligible employee, or the salary or wages of an employee who reports for work at an establishment of the vendor situated in Québec, that were paid by the vendor in a pay period, within the particular calendar year, for which the employee would be an eligible employee of the vendor if the establishment where the employee so reported for work were situated in the Angus Technopole, to the extent that the salary or wages may reasonably be considered to relate to the carrying on by the employee of the part of the activities that diminished or ceased at the particular time, that the number of days in the particular

AM55
avr. 382

R1B
V-4

22/7/2004 11:00 AM T 2/
DOSSIER: BUDGET-2003 1/2

a. 382, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 309

calendar year that precede the particular time is of the number of days in the particular calendar year that precede the particular time and during which the vendor carried on those activities, and ».

*Accepted
M*

R1B
V-4

25/7/2004 11:04 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 400, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 337

AM56
ark.400

L'article 400 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du premier alinéa de l'article 1029.8.36.72.64 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« "1029.8.36.72.64. Where a corporation, in this section referred to as the "new corporation", resulting from the amalgamation, within the meaning of section 544, of two or more corporations, each of which referred to in this section as a "predecessor corporation", carries on after the amalgamation a business carried on before the amalgamation by a predecessor corporation, the new corporation and the predecessor corporation are deemed, for the purpose of determining the amount that a corporation is deemed to have paid to the Minister under this division for the taxation year in which the calendar year in which the amalgamation occurred ends and for a subsequent taxation year, to be the same corporation throughout the period during which the predecessor corporation carried on, or is deemed to have carried on under this division, the business. ».

Adopté
M

R1B
V-425/8/2004 10:14 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 401, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 341 à 343

L'article 401 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement du sous-paragraphe i du paragraphe d du premier alinéa de l'article 1029.8.36.72.66 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 1° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« i. in respect of the base period, in relation to the particular recognized business, the amount that is the proportion of the aggregate, in subparagraph ii referred to as the "particular aggregate", of all amounts each of which is the salary or wages of an employee who reports for work at an establishment of the purchaser situated in Québec, other than an excluded employee of the purchaser, paid by the purchaser, after the particular time, in respect of a pay period of the particular calendar year where the employee spends, when at work, at least 90% of the time in undertaking, supervising or supporting, in the course of the business in an establishment of the purchaser situated in Québec or elsewhere, but in connection with the mandates attributable to such an establishment situated in Québec, work that is directly related to activities of the purchaser that are described in paragraph a or b of the definition of "recognized business" in the first paragraph of section 1029.8.36.72.56, according to whether the activities of that particular recognized business are described in that paragraph a or b, to the extent that the salary or wages may reasonably be considered to relate to the carrying on by the employee of the part of the activities that began or increased at the particular time, that 365 is of the number of days in the particular calendar year during which the purchaser carried on those activities, except if an amount is included, in respect of the employee, in relation to the purchaser, in computing an amount determined under this subparagraph, in relation to another recognized business, and » ;

2° par le remplacement du paragraphe e du deuxième alinéa de l'article 1029.8.36.72.66 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« "(e) E is, where this section applies for the purpose of determining the amount that a corporation is deemed to have paid to the Minister under this division in respect of the particular calendar year, the proportion that the number of days in the particular calendar year following the particular time is of 365, and, in any other case, 1." ; ».



AM 58
avr. 410

R1B
V-4

25/8/2004 10:17 AM T 1/2
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 410, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 349, 370 et 372

L'article 410 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement de la définition de l'expression « designated region » prévue au premier alinéa de l'article 1029.8.36.72.82.1 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par la suivante :

« "designated region" of a corporation means the Saguenay–Lac-Saint-Jean region, the eligible region or the resource region where it carries on a recognized business; » ;

2° par le remplacement du sous-paragraphe 2° du sous-paragraphe iii du paragraphe c du premier alinéa de l'article 1029.8.36.72.82.10 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant :

« (2) the amount that is the proportion of the aggregate, in subparagraph 2 of subparagraph iv referred to as the "particular aggregate", of all amounts each of which is the salary or wages that the purchaser paid to an employee, after the particular time, in respect of a pay period, within the particular calendar year, for which the employee is an eligible employee, or the salary or wages of an employee who reports for work at an establishment of the purchaser situated in Québec but outside a designated region of the purchaser, that the purchaser paid after the particular time, in respect of a pay period within the particular calendar year throughout which the employee spends, when at work, at least 75% of the time in undertaking, supervising or supporting, in an establishment of the purchaser situated in Québec or elsewhere, but in connection with the mandates attributable to such an establishment situated in Québec, work that is directly related to activities of the purchaser that are described in a qualification certificate issued to the purchaser, for the purposes of this division, for the year in respect of a recognized business, to the extent that the salary or wages may reasonably be considered to relate to the carrying on by the employee of the part of the activities that began or increased at the particular time, that 365 is of the number of days in the particular calendar year during which the purchaser carried on those activities, except if an amount is included, in respect of the employee, in relation to the purchaser, in computing an amount determined under this subparagraph 2, in relation to another recognized business, and » ;

R1B
V-4

AM 58
art. 410
25/8/2004 10:17 AM T^{2/2}
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 410, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 349, 370 et 372

3° par le remplacement du paragraphe e du deuxième alinéa de l'article 1029.8.36.72.82.10 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par le suivant:

« (e) E is, where this section applies for the purpose of determining the amount that a corporation is deemed to have paid to the Minister under this division in respect of the particular calendar year, the proportion that the number of days in the particular calendar year following the particular time is of 365 and, in any other case, 1. ».

Adopté

AM 59
art. 418

R1B
V-4

25/8/2004 10:17 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 418, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 381

L'article 418 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du paragraphe e du deuxième alinéa de l'article 1029.8.36.72.92 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 7° du paragraphe 1 propose, par le suivant :

« "(e) E is, where this section applies for the purpose of determining the amount that a corporation is deemed to have paid to the Minister under this division in respect of the particular calendar year, the proportion that the number of days in the particular calendar year following the particular time is of 365, and, in any other case, 1." ».

Adopté
m

L'article 446 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement des paragraphes a à c du deuxième alinéa de l'article 1089 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 propose, par les suivants :

« (a) the portion of the particular amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's exemption period, within the meaning of section 737.18.6, in relation to an employment that is included in the year;

« (b) the product obtained by multiplying the portion of the particular amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres, in relation to an employment that is included in the year, by the percentage determined in subparagraph 1 of the second paragraph of section 65 of that Act; and

« (c) the product obtained by multiplying the portion of the particular amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period, within the meaning of section 737.18.29, in relation to an employment that is included in the year, by the percentage determined in subparagraph a of the second paragraph of section 737.18.34 in respect of that employment." ; » ;

2° par le remplacement des paragraphes b et c du deuxième alinéa de l'article 1089 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 2 propose, par les suivants :

« "(b) the portion of the particular amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres, in relation to an employment that is included in the year; and

AM 60
aur. 446

R1B
V-4

22/7/2004 11:37 AMT ^{2/2}
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 446, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 404 et 405

« "(c) the portion of the particular amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period, within the meaning of section 737.18.29, in relation to an employment that is included in the year." ».

*People
M*

L'article 447 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais :

1° par le remplacement des paragraphes *a* à *c* du deuxième alinéa de l'article 1090 de la Loi sur les impôts, que le sous-paragraphe 3° du paragraphe 1 propose, par les suivants :

« (a) the portion of the particular amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's exemption period, within the meaning of section 737.18.6, in relation to an employment that is included in the year;

« (b) the product obtained by multiplying the portion of the particular amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres, in relation to an employment that is included in the year, by the percentage determined in subparagraph 1 of the second paragraph of section 65 of that Act; and

« (c) the product obtained by multiplying the portion of the particular amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period, within the meaning of section 737.18.29, in relation to an employment that is included in the year, by the percentage determined in subparagraph *a* of the second paragraph of section 737.18.34 in respect of that employment." ; » ;

2° par le remplacement des paragraphes *b* et *c* du deuxième alinéa de l'article 1090 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 2 propose, par les suivants :

« "(b) the portion of the particular amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's reference period, established under section 69 of the Act respecting international financial centres, in relation to an employment that is included in the year; and

R1B
V-4

AMG1.
avr. 447

22/7/2004 11:38 AMT
DOSSIER: BUDGET-2003

2/2

a. 447, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 407 et 408

« "(c) the portion of the particular amount that is included in the part of the individual's income for the year that may reasonably be considered to be earned in the part of the individual's eligibility period, within the meaning of section 737.18.29, in relation to an employment that is included in the year." ».

*Adrian
M*

R1B
V-4

AM62
art. 470

22/7/2004 11:47 AM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 470, P.L. n° 45, brochure française, page 432

L'article 470 de ce projet de loi est modifié par le remplacement, dans la partie de l'article 1129.41.3 de la Loi sur les impôts qui précède le paragraphe a, que le paragraphe 1 propose, des mots « relatif à une telle dépense » par les mots « relatif à de telles dépenses ».

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'A. H. H.', is located in the lower center of the page.

R7
V7-4

AMG3
cent. 486

24/8/2004 4:08 PM T
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 486, P.L. n° 45, brochure française, page 454

L'article 486 de ce projet de loi est modifié par le remplacement de ce qui précède la définition de l'expression « activités admissibles » prévue à l'article 1130 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 1 propose, par ce qui suit :

« 486. 1. L'article 1130 de cette loi, modifié par l'article 205 du chapitre 8 des lois de 2004, est de nouveau modifié par le remplacement de la définition de l'expression « activités admissibles » par la suivante : ».

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. S. 2004', with a checkmark-like flourish at the end.

R1B
V-4

AM 64
avr 495

22/7/2004 11:57 AM T

DOSSIER: BUDGET-2003

a. 495, P.L. n° 45, brochure anglaise, page 445

L'article 495 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement de l'article 1141.2.4 de la Loi sur les impôts, que le paragraphe 2 propose, par le suivant :

« "1141.2.4. A savings and credit union may deduct in computing its paid-up capital for a taxation year the amount obtained by multiplying \$300,000 by the proportion that the number of days in the taxation year that precede 12 June 2003 is of the number of days in the taxation year and any amount determined in respect of the savings and credit union under section 57 of the Act respecting international financial centres (chapter C-8.3), in relation to an international financial centre." ».

Adopté
M

AMC5
art. 497

R1B
V-4

22/7/2004 11:59 AMT
DOSSIER: BUDGET-2003

a. 497, P.L. n° 45, brochure anglaise, pages 446

L'article 497 de ce projet de loi est modifié, dans le texte anglais, par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« (2) Subsection 1 applies to taxation years that begin after 11 June 2003. In addition, where section 1141.4 of the said Act applies to taxation years that end after that date, the reference therein to "of \$500,000,000" shall be read as a reference to "equal to the product obtained by multiplying \$500,000,000 by the proportion that the number of days in the taxation year that precede 12 June 2003 is of the number of days in the taxation year". ».

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. A. B.' followed by a long horizontal stroke.

ANNEXE II

Documents déposés

Liste des documents déposés

- | | |
|---|--------|
| Ministère du Revenu. [Tableau intitulé « Coût par emploi créé dans les sites désignés »]. Non daté. 1 feuille. Déposé le 28 septembre 2004. | CFP-67 |
| Ministère du Revenu. [Tableau intitulé « Visas ou attestations d'admissibilité »]. Non daté. 1 feuille. Déposé le 28 septembre 2004. | CFP-68 |

PROJET DE LOI N° 45 AUTEUR: M. Lawrence S. Bergman, ministre du Revenu
 TITRE: Loi donnant suite au discours sur le budget du 17 juin 2003 et à certains autres enjeux budgétaires

- Présentation le : 2004-05-17

Consultations gén. ou part. à la _____ le _____

Dépôt du rapport de commission: _____

Motion de scission le : _____

Motion de report le : _____

- Adoption du principe le : 2004-05-19

Étude détaillée à la CFP le 2004-09-28

- Dépôt du rapport de Commission le : 2004-10-19 AM (65)

Si amendement(s) en Commission : oui ☒ non ☐ Si amendement au titre : oui ☐ non ☒

Si amendement(s) transmis en vertu de l'article 252 : oui ☐ non ☒

de M. _____ (.... articles amendés)

de M. _____ (.... articles amendés)

de M. _____ (.... articles amendés)

- Prise en considération du rapport le : 2004-10-27

Amendements transmis en vertu de l'article 252 et qui ont été adoptés :

de M. _____

de M. _____

de M. _____

Si amendement(s) en vertu de l'article 257 : oui ☐ non ☒ (.... articles amendés)

- Adoption du projet de loi le: 2004-11-02

- Sanction du projet de loi le: 2004-11-03 (2004, c. 21)

Motion de suspension des règles présentée le : _____

Feuille de temps jointe sur: _____

Feuille de vote jointe sur: _____

Autres: _____

